

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE, COMMERCE.

L'ÉCHO SAUMUROIS

BUREAU : PLACE DU MARCHÉ-NOIR.

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES, INSERTIONS LÉGALES ET AVIS DIVERS.

Documents Officiels.

Intérieur à Préfets et Sous-Préfets.

Bordeaux, 1^{er} février, 11 h. m.

PROCLAMATION

au nom de la délégation de Bordeaux.

Citoyens !

L'étranger vient d'infliger à la France la plus cruelle injure qu'il lui ait été donné d'essuyer dans cette guerre maudite, châtement démesuré des erreurs et des faiblesses d'un grand peuple. Paris, inexpugnable à la force, vaincu par la famine, n'a pu tenir en respect plus longtemps les hordes allemandes. Le 28 janvier, il a succombé; la cité reste encore intacte, comme un dernier hommage de la barbarie à sa puissance et à sa grandeur morale; ses forts seuls ont été rendus à l'ennemi. Toutefois Paris en succombant nous laisse le prix des sacrifices héroïques. Pendant cinq mois de privations et de souffrances, il a donné à la France le temps de se reconnaître, de faire appel à ses enfants, de trouver des armes et de former des armées jeunes encore, mais vaillantes et résolues, auxquelles il n'a manqué jusqu'à présent que la solidité qu'on n'acquiert qu'à la longue.

Grâce à Paris, si nous sommes des patriotes résolus, nous tenons en main tout ce qu'il faut pour venger et nous affranchir. Mais, comme si la mauvaise fortune tenait à nous accabler, quelque chose de plus sinistre et de plus douloureux que la chute de Paris nous attendait : on a signé à notre insu, sans nous avertir, sans nous consulter, un armistice que nous n'avons connu que tardivement. Coupable légèreté qui livre aux troupes prussiennes, des départements occupés par nos soldats et qui nous impose l'obligation de rester trois semaines au repos pour réunir, dans les tristes circonstances où se trouve le pays, une Assemblée nationale.

Nous avons demandé des explications à Paris et avons gardé le silence, attendant pour vous parler l'arrivée promise d'un membre du gouvernement, auquel nous étions déterminés à remettre nos pouvoirs.

Délégation du gouvernement, nous avons voulu obéir, pour donner un gage de modération et de bonne foi, pour remplir ce devoir qui commande de ne quitter le poste qu'après en avoir été relevé, enfin pour prouver à tous, amis et dissidents, par l'exemple, que la démocratie n'est pas seulement le plus grand des partis, mais le plus scrupuleux des gouvernements.

Cependant, personne ne vient de Paris ! et il faut agir ! Il faut, coûte que coûte, déjouer les perfides combinaisons des ennemis de la France.

La Prusse compte sur l'armistice pour amollir, énerver, dissoudre nos armées; la Prusse espère qu'une Assemblée réunie à la suite de revers successifs, et sous l'effroyable chute de Paris, sera nécessairement tremblante et prompt à subir une paix honteuse ! Il dépend de nous que ces calculs avortent et que les instruments mêmes qui ont été préparés pour tuer l'esprit de résistance, le raniment et l'exaltent.

Dé l'armistice, faisons en une école d'instruction pour nos jeunes troupes; employons ces trois semaines à préparer, à pousser avec plus d'ardeur que jamais l'organisation de la défense et de la guerre. A la place de la Chambre réactionnaire et lâche que rêve l'étranger, installons une Assemblée vraiment nationale, républicaine, voulant la paix, la paix qui assure l'honneur, le rang et

l'intégrité de notre pays, mais capable de vouloir aussi la guerre, et prête à tout, plutôt que d'aider à l'assassinat de la France.

Français!!!

Songeons à nos pères qui nous ont légué une France compacte et indivisible, ne trahissons pas notre histoire, n'aliénons pas notre domaine traditionnel aux mains des barbares.

Qui donc signerait ! Ce n'est pas vous, légitimistes qui vous battez si vaillamment sous le drapeau de la République pour défendre le sol du vieux royaume de France, ni vous, fils des bourgeois de 1789, dont l'œuvre maîtresse a été de sceller les vieilles provinces dans un pacte d'indissoluble union; ce n'est pas vous, travailleurs des villes dont l'intelligent et généreux patriotisme s'est toujours représenté la France dans sa force et dans son utilité comme l'initiatrice des peuples aux libertés modernes; ni vous, enfin, ouvriers-propriétaires des campagnes qui n'avez jamais marchandé votre sang pour la défense de la révolution à laquelle vous devez la propriété du sol et votre dignité de citoyens !

Non, il ne se trouvera pas un Français pour signer ce pacte infâme. L'étranger sera déçu; il faudra qu'il renonce à mutiler la France, car tous, animés du même amour pour la mère-patrie, impassibles dans les revers, nous redeviendrons forts et nous chasserons l'étranger.

Pour atteindre ce but sacré, il faut vouer nos cœurs, nos volontés, notre vie, et, sacrifice plus difficile peut-être, laisser là nos préférences; il faut nous serrer tous autour de la République, faire preuve surtout de sang froid et de fermeté d'âme; n'ayons ni passions ni faiblesse, jurons simplement, comme des hommes libres, de défendre envers et contre tous la France et la République.

Aux armes ! Aux armes !

Vive la France ! Vive la République une et indivisible !

LÉON GAMBETTA.

SAUMUR.

Un armistice a été signé. — Un immense soupir de soulagement, parti de tous les cœurs, a accueilli cette nouvelle. Vingt-et-un jours de tranquillité dans les temps de deuil et de fièvre que nous traversons, c'est presque toute une vie. — Pendant ce temps au moins, l'homme ne tuera plus l'homme, et il est permis d'espérer que la sagesse des gouvernants mettra fin à cette sanglante folie, indigne de notre civilisation, qu'on appelle la guerre.

Le bonheur qui nous arrive tombe tellement à l'improviste qu'on n'ose à peine y croire; parfois on réfléchit, et on se demande si c'est bien vrai.

Oui, c'est bien vrai, heureusement bien vrai !

Mères épargnées, que le chagrin dévore, séchez vos pleurs et imposez silence à vos alarmes; bientôt, je l'espère, vous pourrez presser sur vos seins attendris le fils bien-aimé qui est votre vie et votre orgueil, et que vingt ans de vos soins et de vos caresses ont édifié. Pères, qui comprimez votre douleur, bientôt vous saluerez avec émotion sur le seuil de votre maison celui qui sera la consolation et l'appui de vos vieux ans; sœurs, qui pleurez en secret, sous peu de jours vous serez dans les bras du compagnon de votre enfance et du protecteur de votre faiblesse; et vous, fiancées, dont l'âme est inondée d'amertume, vous ne tarderez pas à serrer dans une douce étreinte celui à qui vous avez remis avec confiance le soin de vos destinées. — Et toi, France, patrie malheureuse ! toi qui râles sous les corps de l'ennemi,

relève vers le ciel ta face ensanglantée, et, forte de ton passé, aies foi en ton avenir !

Tes blessures ne sont pas mortelles; tes enfants bien aimés les cicatriseront et les guériront ! — Tu as été cruellement punie d'un instant d'égarément; mais tu as encore la foi au cœur : tu sortiras plus grande du châtement. — Oui, instruite par l'expérience, fortifiée par l'épreuve, sois maintenant austère parmi les nations; et la première place te sera encore réservée; jamais même tu n'auras brillé d'un éclat plus vif, soldat du droit !

C'est à nous, citoyens de toutes les opinions et de tous les partis, de travailler d'un commun accord au salut commun. — La France est remise en possession de ses destinées : que chacun apporte donc sans arrière-pensée sa pierre à l'édifice.

Les rancunes, les divisions, l'indiscipline nous ont perdus : que l'esprit d'union et d'obéissance préside à l'œuvre nouvelle. — Vingt ans de césarisme nous ont corrompus; au milieu du luxe et de la débauche, nous avons oublié la famille, et des tentations coupables, des convoitises ardentes, menaçantes pour la société, ont envahi bien des cœurs : que le devoir soit maintenant la règle de chacun !

Arrêtons la dissolution, retrempons-nous dans nos meilleurs souvenirs, et soyons en état de regarder Dieu en face. Aimons surtout la famille, remplissons-en scrupuleusement tous les devoirs, parce que la famille est la base de tout ordre social, et que c'est elle seule qui peut faire les bons citoyens. — Soyons bons les uns pour les autres, et que la fraternité ne soit pas un vain mot; maîtres et patrons, regardez comme votre père l'artisan, et ayez pour lui les égards de la bonté; ouvriers, aimez vos maîtres, soyez honnêtes et surtout scrupuleux dans l'accomplissement de vos engagements.

Dans la vie publique, citoyens, écoutez les bons conseils, mais restez sourds à toutes les excitations au désordre. — Aimez la liberté, cette liberté qui grandit et élève, et non pas celle qui détruit et renverse; aimez l'ordre, l'ordre que la liberté seule peut fonder, l'ordre qui exclut le vice et, par suite, à un égal degré, le despotisme et l'anarchie. Aimez et choisissez pour vous représenter des hommes sûrs, loyaux, sincèrement attachés à leurs devoirs, incapables d'une lâcheté et d'une trahison, et n'ayant d'autre ambition que le bonheur de la patrie et le bien public. — S'il en est ainsi, vous verrez bien vite la prospérité succéder au malheur, notre chère patrie se relever de ses ruines, et, quelle que soit la forme du gouvernement, république ou monarchie parlementaire, les deux formes sœurs, les seules qui soient possibles et dignes de nous, la France briller d'un éclat encore inconnu parmi les nations. — Donc, *sursum corda* : à nous de faire que cet avenir ne soit pas un rêve, et groupons-nous avec empressement sous le même drapeau, en prenant pour devise : *Union dans le devoir*.

J. SANZAY.

Chronique Politique.

La main lourde et impérieuse de la Prusse se fait désormais partout sentir. Il y a quelques années, à peine, le cabinet de Berlin était sans action à Constantinople : aujourd'hui il entend et domine en y humiliant la traditionnelle influence de l'Angleterre elle-même.

Un journal, le *Levant-Times*, avait publié une lettre, fautive, paraît-il, du roi Guillaume à la reine Augusta. L'ambassadeur de Prusse a exigé

un châtement exemplaire, et le grand-vizir a dû suspendre pour deux mois la feuille anglaise qui avait eu le malheur de déplaire au représentant du bombardeur de Paris.

L'armistice conclu est de 21 jours seulement, mais il est clair qu'il sera prolongé. La future Assemblée aura besoin de deux semaines au moins pour se constituer, vérifier ses pouvoirs et se concerter. Les délibérations efficaces ne pourront donc commencer qu'en mars.

M. de Bismark accuse l'armée française d'avoir assassiné des médecins prussiens.

Voici pour lui répondre :

Dijon, 24 janvier.

Les médecins assassinés par les Prussiens dans la nuit du 21 au 22 janvier, à Hauteville, sont : le chirurgien-major Morin, massacré malgré le brassard qu'il portait et au moment où il donnait ses soins à une femme blessée; son corps a été jeté par les Prussiens hors de la maison, après qu'ils l'eurent complètement dépouillé; l'aide-major Miliot, assassiné aux côtés du major Morin et 4 infirmiers qui ont été assommés à coups de crosses de fusils et qui n'ont dû de survivre qu'à une erreur des Prussiens qui les ont crus morts.

M. de Bismark gourmande le gouvernement français en lui reprochant de ne pas respecter la liberté de la presse. Mais il donne en même temps une preuve merveilleuse du grand respect qu'il professe lui-même pour cette liberté.

Les journaux suisses, qui ne sont pas contents du régime prussien, et qui s'occupent spécialement de l'Alsace, se voient interdire l'entrée de cette province : l'*Helvétie* a été interdite; aujourd'hui, c'est le *Volksfreund* de Bâle qui subit le même sort.

« Le *Volksfreund*, lisons-nous dans ce journal, ne peut plus entrer en Alsace. Samedi dernier, l'entrepreneur, qui comme d'habitude entrait en Alsace avec 1,000 numéros, a été arrêté par les Prussiens. »

Ce n'est pas tout. Le *Progrès de l'Eure*, qui se publie à Evreux, est menacé de suppression s'il continue à publier des articles « malveillants et haineux » contre la Prusse. Son rédacteur en chef sera arrêté, et si le journal n'en continue pas pas moins, la ville d'Evreux sera bombardée ou frappée des lourdes contributions.

C'est ce qu'ordonne le général de Barby à la date du 5 janvier 1871.

La *Zukunft* de Berlin fait remarquer à ce propos que, si cet usage de la guerre s'introduit définitivement, il sera facile de faire une loi sur la presse; on n'aura qu'à prendre la loi sur les fortresses et forcer tous les bureaux de rédaction à se faire blinder. On pourra les bombarder sans scrupules.

Du reste, la *Zukunft* subit à peu près le même sort que l'*Helvétie*, le *Volksfreund*, etc.

On vient d'en interdire la lecture aux malades des ambulances de Berlin.

On lit dans l'*Avenir*, journal démocratique de Berlin :

« Un légitime sentiment de jalousie que nous éprouvions à l'endroit de la *Volkszeitung* (*Gazette du Peuple*) est maintenant apaisé. L'*Avenir* s'est vu à son tour interdire l'accès des lazarets militaires en Hanovre. Cette interdiction s'étendra-t-elle à toute la région des côtes? c'est ce que nous ignorons encore. »

